

# INTERVIEW A FAUSTO BERTINOTTI

## SECRETAIRE DU PARTI DE LA REFONDATION COMMUNISTE

**Le secrétaire du Parti de la refondation communiste (PRC), candidat communiste aux élections législatives du 9 avril en Italie, a accepté d'être interviewé par les lecteurs de La Stampa Web et du Monde.fr, du 10 au 12 mars.**

### ITALIEN ET COMMUNISTE?

*Pourquoi avez-vous cet accent français en italien? Pensez-vous que l'on puisse être italien et communiste? Les deux apparaissant très antinomiques, comment combiner autant de qualités avec un si gros défaut?*

**FB:** Personne n'est parfait. L'accent que j'ai est celui des populations bâtardes qui vivent dans le bassin du Tessin, lieu de passage de différents peuples. Je le prends comme un investissement pour le futur, comme d'ailleurs le fait d'être communiste.

### TAV (TGV)

*Monsieur le député Bertinotti, je suis un électeur de droite, mais à mon humble avis, vous êtes la personne la plus cohérente et la plus à même de représenter la gauche. Je voudrais vous demander, quand vous serez au gouvernement (oui, je suis certain que le centre gauche va gagner), comment traiterez-vous la question du TGV (dans la vallée de Suse)?*

**FB:** Notre opposition à ce projet de TGV est connue. Nous partageons les critiques et les propositions de la communauté de la vallée de Suse et de ses administrateurs. Nous pensons qu'il existe une alternative convaincante qui répond même mieux que le TGV aux exigences de communication interrégionale tout en respectant l'environnement et l'équilibre de la vallée. Dans la coalition de l'Union, il y a certes des positions assez différentes, mais je pense que la solution sera trouvée en faisant un choix de méthodes qui modifiera complètement le rapport entre la population et le gouvernement, à l'opposé de la méthode Berlusconi. Les communautés locales ne doivent pas être considérées seulement comme d'éventuels porteurs de doléances mais aussi comme des porteurs de cultures et avec un point de vue scientifiquement respectable.

### TAXATION DE L'ÉPARGNE

*Comment se passera l'augmentation des quotes-parts sur les titres, valeurs d'Etat...? Quel est le nombre des "petits patrimoines", dont vous parlez page 203 de votre programme, qui seront exemptés? Et le vérifierez-vous en introduisant leur déclaration dans la déclaration d'impôts?*

**FB:** La taxation sur le patrimoine est fixée à 12,5%, contre une moyenne européenne de 24%. Il me semble qu'il serait raisonnable d'aligner les taux italiens sur les taux européens. Notamment parce que ces dernières années, les fortunes patrimoniales et financières ont phagocyté le pays. Par rapport à l'ensemble des revenus, je crois qu'il faut restaurer une taxation progressive afin de pouvoir fixer pour chaque type de revenus des paliers exemptés d'impôts.

### COMMENT RELANCER L'EUROPE SOCIALE?

*M. Bertinotti, vous êtes un des membres dirigeants du nouveau Parti de la gauche européenne. A ce titre et comme candidat aux élections législatives italiennes, comment comptez-vous relancer ou tout simplement lancer le processus d'une Europe sociale et politique, et avec qui?*

**FB:** L'Europe de Maastricht et du traité constitutionnel européen est aussi entrée en crise à cause du vote de certains pays comme la France contre son caractère profondément antisocial. Pour cette raison, l'Europe est en train de renaître par d'autres voies, comme celle de la mobilisation européenne contre la directive Bolkenstein. A travers tous ces événements, on voit se profiler un "européisme" de gauche et de masse auquel le Parti de la gauche européenne devrait faire activement référence.

## QUESTION LOGEMENT

*Voulez-vous vraiment supprimer le concept de propriété privée? Et dans ce cas, où les gens dormiront-ils? Dans des casernes? Dehors? Je pense qu'avec un tel acte, vous allez vous attirer une montagne de rancunes, aussi bien des communistes que des non-communistes.*

**FB:** Il m'est facile de vous rassurer. Ce n'est pas la propriété privée qui court des risques dans notre pays, ni aujourd'hui, ni demain, mais plutôt ceux qui n'en ont aucune. En matière de logement, par exemple, ce sont ces derniers qui risquent, à cause des expulsions, de ne pas avoir un endroit pour vivre. Les expulsions, il y a encore quelques années, survenaient principalement en fin de bail de location. Aujourd'hui, elles surviennent surtout pour des retards de paiements. Et cela parce qu'il y a des familles qui n'ont pas d'argent pour payer leur loyer. Alors, cela vaudrait peut-être la peine d'investir dans le logement public, comme le faisait l'ancien démocrate-chrétien Amintore Fanfani, pour offrir un toit à ceux qui n'en ont pas et plafonner le prix des locations. Et de plus, j'irais même jusqu'à soutenir une certaine forme d'accès à la propriété privée, celle de la résidence principale, pour laquelle j'enlèverais même la taxe d'habitation.

## ABOLITION DES LOIS BERLUSCONI?

*Si la gauche l'emporte, abrogera-t-elle les lois que Berlusconi a fait voter pour se protéger et se mettre à l'abri de toute poursuite judiciaire?*

**FB:** Il est nécessaire de comprendre les conséquences des nombreuses dispositions de loi du gouvernement Berlusconi en matière de magistrature. Le gouvernement Berlusconi a banni toute autonomie, y compris celle des magistrats. Ces lois ont donc constamment été pensées dans le but de réduire cette autonomie et de rendre les magistrats dépendants du pouvoir exécutif.

Par ailleurs, la justice s'est transformée de plus en plus en justice de classe, notamment en ce qui concerne, pour les uns, l'effacement des délits financiers et pour les autres, une aggravation des peines pour les petits comportements transgressifs qui se manifestent à cause d'un manque de cohésion sociale. Le problème que rencontrera le gouvernement Prodi sera donc celui d'un vrai assainissement, pour la reconstruction des fondements de l'autonomie, qui devra se faire, je crois, à travers l'abrogation des lois sur l'organisation juridique.

## CENTRES SOCIAUX, ANTI-GLOBALISATION

*Les représentants de ces groupes (centres sociaux, anti-globalisation, etc.) sont des personnes notoirement de gauche qui interviennent partout où ils peuvent faire des dégâts (Gênes, TGV, Milan...). Et bien qu'étant une minorité, ils doivent être supportés par les gens "normaux" qui représentent la majorité silencieuse. Si vous faites partie du prochain gouvernement, que ferez-vous pour les mettre à l'écart ou les conduire à respecter la liberté et la propriété des autres? Merci et cordiales salutations.*

**FB:** Nous avons durement condamné les actes de violence d'hier à Milan (affrontements et violence lors d'une manifestation antifasciste, samedi 11 mars). Nous avons fait depuis longtemps courageusement le choix de la non-violence. Nous nous sommes engagés à condamner toute propension à l'abus de pouvoir et à la violence, aussi minime soit-elle. Et dans le même temps, nous nous sommes engagés à faire des manifestations (à commencer par celle pour la paix du 18 mars prochain à Rome), manifestations à visages découverts et respectueuses de l'intégrité des biens et des personnes. Mais laissez-moi vous dire que la criminalisation des manifestations n'aide pas à créer un climat paisible. De plus, les mobilisations autour de problèmes très graves, comme le TGV, le renouvellement attendu depuis plusieurs années des conventions collectives, la défense de l'emploi contre les licenciements, contre l'article 194 (loi dépénalisant certains délits financiers) ou pour la conquête du pacs se sont déroulées pacifiquement et sans aucun risque pour la sécurité de qui que ce soit.

## COMMENT TENIR JUSQU'À LA FIN DU MOIS?

*Monsieur le député, parfois j'entends dire à la télévision : "Ah, les pauvres Italiens qui ne gagnent que 1 500 euros par mois !" J'aimerais en gagner autant, et comme moi des milliers de fonctionnaires qui arrivent difficilement à toucher 1 100 euros. Si vous allez au gouvernement, que proposerez-vous pour améliorer notre situation économique et celle des précaires ?*

**FB:** Sur la question du travail, un renversement par rapport à la situation des années 1990 est en train de se produire dans toute l'Europe. Le travail a été réduit jusqu'à n'être plus qu'une simple variable de la compétitivité par les politiques néolibérales. Les conséquences sociales sont celles que vous décrivez et que l'on peut résumer par une perte générale et très lourde du pouvoir d'achat des salariés et des retraités, ainsi que par la montée de la précarité jusqu'à devenir l'aspect prédominant dans le monde du travail.

Ces dernières années, un début d'inversion de tendance se produit, pas encore dans la modification des conditions de travail des salariés mais dans la reconquête du terrain des luttes. D'ailleurs, ces dernières années, tous les gouvernements qui ont pratiqué des politiques néolibérales ont subi des crises à cause des luttes des travailleurs. En Italie, la crise de consensus du gouvernement Berlusconi a commencé avec la grande mobilisation sur l'article 18 (remise en cause du code du travail). En Allemagne, Schröder a perdu le consensus quand il s'est attaqué au monde du travail. Aujourd'hui, en France, le gouvernement de Villepin est en crise face à la montée d'une mobilisation des jeunes et des masses contre le CPE, qui est l'expression de cette ligne de précarisation que l'on retrouve en Italie avec la loi 30. Ceci sera donc le banc d'essai du gouvernement que nous voudrions voir succéder à Berlusconi.

Un des objectifs prioritaires de l'Union est la redistribution des revenus en faveur des retraites et des plus bas salaires en utilisant une politique fiscale adéquate, qui, par ailleurs, punit l'évasion et réinvestit les profits. La lutte contre la précarité, à commencer par la modification de la loi 30 et la reconquête de la primauté du CDD, est le premier pas que le gouvernement devra faire pour remettre en valeur l'expérience des travailleuses et des travailleurs, qui doit être une composante de base d'une nouvelle politique économique.

## **ORIENTER À GAUCHE UN GOUVERNEMENT SOCIAL LIBÉRAL**

*Comment pouvez-vous orienter à gauche un gouvernement social libéral? En tout cas bonne chance et bon courage.*

**FB:** Il est vrai que la coalition de l'Union est une coalition très hétérogène, mais je ne crois pas qu'elle puisse être définie comme sociale libérale. Il est vrai que des forces politiques modérées et des forces sociales, que l'on peut aussi définir comme modérées, à commencer par la Confindustria (*NDT : Medef italien*), se sont positionnées contre le gouvernement Berlusconi. L'explication se trouve dans la nature et dans la politique du gouvernement Berlusconi, dans un échec qui a mené non seulement à une crise sociale, mais aussi à une crise économique et au déclin du pays.

Mais dans la même coalition se trouvent aussi des forces franchement réformatrices et des forces de la gauche radicale. La possibilité d'orienter à gauche l'action du gouvernement pourra se faire en premier lieu grâce au développement en Italie aussi, en ce nouveau siècle, de mouvements qui expriment une forte implication des masses et une participation à tous les niveaux. Ce sont les mouvements pacifistes, c'est la reprise des luttes syndicales dans le monde du travail, c'est la naissance des luttes de communautés locales toutes entières contre les agressions à l'environnement et à la nature, ce sont les mille formes d'organisation dans la société civile en dehors des lois du marché. Si le gouvernement construit, comme il le devrait, son futur sur le développement d'une démocratie participative, on pourra compter sur ces expériences pour donner à l'action du gouvernement une forte empreinte réformatrice.

## **UN ENGAGEMENT FORMEL**

*Vous vous engagez, si l'Union gagne, à ne pas faire tomber le gouvernement? Même si vous devez faire des compromis avec vos alliés, ne nous remettez pas entre les mains de Berlusconi et compagnie!*

**FB:** Je voudrais vous rappeler qu'après la chute du gouvernement Prodi, deux gouvernements de centre gauche se sont succédé sans que Rifondazione y participe. Berlusconi est venu après. Par ailleurs, aux

élections de 1996, le centre gauche et Rifondazione se sont présentés séparément avec des programmes très différents, liés seulement par un pacte de désistement. Ce fut la générosité politique et le sens des responsabilités de Rifondazione qui a permis la formation du gouvernement Prodi avec notre soutien extérieur. Aujourd'hui, la situation est complètement différente.

Une alliance plurielle entre plusieurs partis, dont Rifondazione, s'est constituée sur un programme partagé et très engagé : un programme de réforme. Pour cette raison, nous le soutenons avec conviction et nous croyons que, si des pièges attendent la coalition, ils ne seront pas tendus par la gauche mais plutôt par des incitations néocentristes.